Commentaires au Sénat du Canada

SUR LA SANTÉ DES SOLS ET D'AUTRES FAITS PERTINENTS

Don McCabe et Graham Gilchrist P.Ag | 23 novembre 2023



Version non définitive



APERÇU

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole aujourd'hui.

Aperçu de BCC

Biological Carbon Canada est la dénomination commerciale de Canadian Institute for Biological Carbon, une organisation sans but lucratif basée en Alberta.

Notre mission est de veiller à ce que toutes les exploitations agricoles et tous les ranchs du Canada puissent participer au marché du carbone.

Les sols

Pendant longtemps, les sols ont existé, tout simplement.

Les sols sont vivants et ils respirent. C'est ce cycle qui, depuis des temps immémoriaux, a permis la création des puits de carbone dans les sols du Canada. Certaines années, ce changement annuel était positif; d'autres années, il l'était moins.

Ensuite, des parties de ces puits sont devenues des propriétés, divisées en lots ou en sections.

Dans le contexte de l'agriculture canadienne, les sols sont utilisés à des fins commerciales. Comme l'indique le rapport du sénateur Sparrow, nous avons fait face à des difficultés pour conserver les sols en bonne santé par le passé.

Les sols ont d'abord servi à cultiver des aliments. Maintenant, ils servent également de support aux maisons, aux routes et à d'autres activités non agricoles.

Il n'en reste plus beaucoup.

Si l'on se permet d'arrondir les chiffres, environ 10 % des sols canadiens sont des terres privées, dont deux tiers sont des terrains résidentiels ou urbains.

Notre récente participation aux séances sur la stratégie durable d'Agriculture et Agroalimentaire Canada nous a permis d'estimer à 22 779 mégatonnes la quantité de carbone présente dans les puits de carbone situés sur des terrains privés. Cependant, depuis 2001, nous perdons 2655 kilomètres carrés de sols qui sont utilisés à des fins non agricoles.



Au rythme actuel, les efforts du secteur pour séquestrer le dioxyde de carbone dans les sols ne sont pas suffisants pour maintenir les puits actuels, et encore moins pour les accroître.

Des sols qui procurent des avantages

Depuis 2002, le Canada dispose d'un marché du carbone. D'autres personnes ont compris que les sols ont des avantages connexes et maintenant, en 2023, que ce changement annuel dans la santé des sols a une valeur concrète.

Planter quatre graines

Nous vous invitons à tenir compte des quatre (4) éléments suivants lorsque vous étudierez la santé des sols.

Un sol en bonne santé n'est ni charrié par l'eau ni emporté par le vent. On ne le détourne pas non plus d'une utilisation optimale au Canada au profit d'une autre utilisation qui rapporte davantage.

LE CANADA A BESOIN D'UN ORGANISME DE RÉGLEMENTATION POUR LE CARBONE

Le Canada a besoin d'un organisme de réglementation chargé de surveiller l'achat et la vente de crédits de carbone et de données sur le carbone pour rester sur un pied d'égalité avec les États-Unis et ses autres partenaires commerciaux. Les États-Unis en ont un, désormais, et leur marché se développera beaucoup plus rapidement avec un cadre de marché bien établi.

L'agriculture au Canada a beaucoup évolué depuis l'époque des cultures artisanales et des chèques sans provision.

Nous disposons aujourd'hui de cadres qui permettent à un agriculteur d'obtenir le meilleur blé de force roux de printemps canadien et d'avoir une garantie de paiement.

Ce matin, les témoignages des entrepreneurs sont positifs et les entreprises exposent leur capital à des risques... et (pas mais) qu'une entreprise prétende avoir un bilan carbone nul, qu'elle vende un indice des émissions de carbone ou qu'elle vende simplement des données sur les émissions de carbone, l'unité d'émission de



CO₂ DOIT être la même. Elle est contrôlée de la même manière, mesurée de la même manière et vérifiée de la même manière.

Il ne suffit pas que nos autorités en matière de valeurs mobilières disent aux entreprises canadiennes de mettre la valeur concrète (réelle) des unités de carbone dans leurs bilans et leurs communications aux investisseurs.

Cela ne fait que créer un risque de prix. Ce n'est pas pour rien qu'en ce moment même, les marchés volontaires fondés sur la nature valent 1,20 dollar américain.

Nous notons que cette année en Alberta, il y a eu des manigances pendant la vérification des crédits qui ont entraîné le rejet et le retraitement d'environ 2 millions de tonnes.

On traite déjà les émissions de carbone séquestrées dans les sols canadiens comme des marchandises. Le marché mérite de disposer des mesures législatives nécessaires pour se développer et prospérer.

LES PUITS DU CANADA DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉS POUR PRÉSERVER LA SANTÉ DES SOLS

Nous voulons faire germer dans votre esprit l'idée d'inscrire dans notre Constitution le droit à la propriété et le droit à l'indemnisation en cas d'appropriation par la Couronne.

L'appropriation peut se faire de trois manières.

Une appropriation complète fait une place à un nouveau foyer pour la famille qui s'installe au Canada et à la route qui y mène.

Une appropriation partielle fait une place au prochain puits de pétrole ou à la prochaine ligne électrique.

Enfin, l'appropriation la plus insidieuse est l'appropriation réglementaire, lorsque les élus imposent des limites à l'utilisation des terres et à l'activité économique.

Nous voulons que vous envisagiez de proposer une modification qui permette la participation des provinces, si elle est adoptée.

La santé des sols signifie des puits de sols stables. Il n'est pas possible d'acheter un puits de carbone aux États-Unis et de l'importer au Canada pour remplacer celui qui a été recouvert d'asphalte.

Du point de vue d'un agriculteur, un nouveau projet de lotissement a moins de valeur pour l'avenir de son exploitation, et non plus.



L'ÉQUITÉ DU MARCHÉ DU CARBONE

Au cours des dernières semaines, vous avez peut-être entendu dire que le secteur agricole est un émetteur exempté à 97 % de la tarification du carbone. D'ici à 2030, le pourcentage restant ponctionnera un peu moins d'un milliard de dollars auprès des entreprises agricoles du Canada.

En outre, les fonctionnaires d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada indiquent que les exploitations agricoles connaîtront une inflation d'un peu moins d'un pour cent sur leurs dépenses agricoles et leurs bases au niveau d'imposition actuel. Nous pouvons affirmer, avec un certain degré de certitude, que cette inflation ne diminuera pas avec l'augmentation de la taxe.

Nous voulons que vous regardiez ce qui se passe de l'autre côté de la frontière et que vous constatiez les nouvelles dépenses consacrées aux émissions de carbone dans le secteur de l'agriculture. Rien que pour la mesure et la vérification, 300 millions de dollars de nouveaux fonds ont été débloqués.

Dans ce domaine, le Canada n'est pas à la hauteur, et un petit crédit d'impôt remboursable sur le carburant est insuffisant.

Nous oublions que les sols transformés pour le développement urbain ont également des émissions.

Nos collègues d'Environnement et Changement climatique Canada nous disent que ces émissions sont de 10 tonnes par hectare pour les terres cultivées et de 24 tonnes pour les prairies.

La perte est permanente; chaque fois qu'on recouvre un acre de terre, le Canada perd des sols en bonne santé.

Les émissions des sols convertis ne génèrent pas de taxe pour les promoteurs. En perspective, d'ici à 2030, la valeur de ces émissions de carbone atteindra de 1 700 à 4 080 dollars par hectare, rien qu'à cause de la perte des puits.

Et si vous pensez que les promoteurs vont baisser leurs prix pour tenir compte de la taxe sur le carbone, nous vous rappelons que c'est à cela que servent les nouveaux crédits d'impôt agricoles remboursables.

AGIR

Si vous attachez de l'importance aux sols en bonne santé, joignez le geste à la parole.



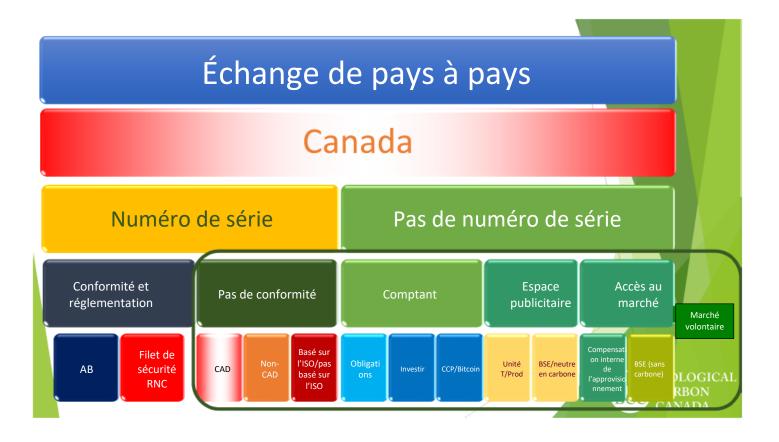
Nous vous remercions pour le temps que vous nous avez accordé et sommes prêts à répondre à vos questions.



Annexe pour les lecteurs

La figure ci-dessous présente une vue d'ensemble actuelle des marchés du carbone au Canada.

Un document plus détaillé est disponible ici : https://biologicalcarbon.ca/a-farm-primer-on-canadas-market-landscape-for-carbon/ [en anglais seulement]

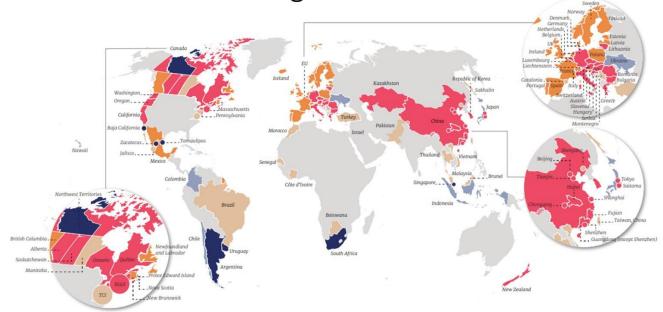




Vue d'ensemble du marché

FIGURE 1 Map of carbon taxes and ETSs

Big Picture



- ETS implemented or scheduled for implementation
 Carbon tax implemented or scheduled for implementation
 ETS and carbon tax implemented or scheduled
- ETS implemented or scheduled, carbon tax under consideration
 Carbon tax implemented or scheduled, ETS under consideration
 ETS or carbon tax under consideration

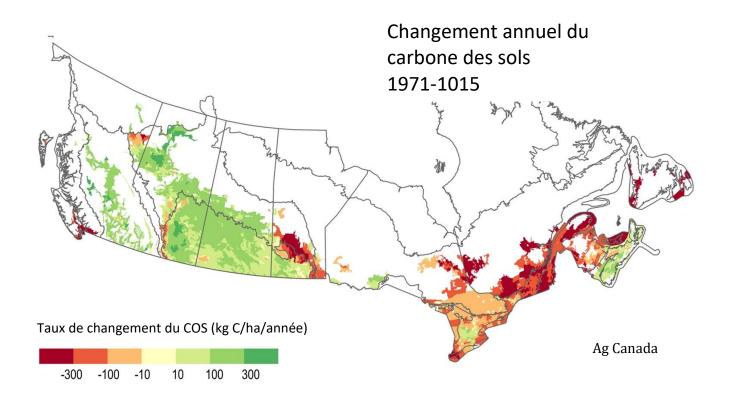
World Bank

English	Français	
Map of carbon taxes and ETSs	Carte des taxes sur le carbone et des systèmes d'échange de quotas	
	d'émission (SEQE)	
Big Picture	Vue d'ensemble	
ETS implemented or scheduled for implementation	SEQE mis en œuvre ou prévu	
Carbon tax implemented or scheduled for implementation	Taxe sur le carbone mise en œuvre ou prévue	
ETS and carbon tax implemented or scheduled	SEQE et taxe sur le carbone mis en œuvre ou prévus	
ETS implemented or scheduled, carbon tax under consideration	SEQE mis en œuvre ou prévu, taxe sur le carbone envisagée	
Carbon tax implemented or scheduled, ETS under consideration	Taxe sur le carbone mise en œuvre ou prévue, SEQE envisagé	
ETS or carbon tax under consideration	SEQE ou taxe sur le carbone envisagé	
World bank	Banque mondiale	

English	Français	English	Français
California	Californie	South Africa	Afrique du Sud
Baja California	Basse-Californie	Turkey	Turquie
Pensylvania	Pennsylvanie	Israel	Israël
Mexico	Mexique	Republic of Korea	République de Corée
Colombia	Colombie	Sakhalin	Sakhaline
Brazil	Brésil	Japan	Japon
Chile	Chili	Thailand	Thaïlande
Argentina	Argentine	Sweden	Suède
Hawaii	Hawaï	Norway	Norvège
Northwest Territories	Territoires du Nord-Ouest	Denmark	Danemark
British Columbia	Colombie-Britannique	Netherlands	Pays-Bas
TCI	Îles Turques-et-Caïques	Belgium	Belgique
RGGI	RGGI	UK	RU.
New Brunswick	Nouveau-Brunswick	Catalonia	Catalogne
Nova Scotia	Nouvelle-Écosse	Spain	Espagne
Prince Edward Island	Île-du-Prince-Édouard	Switzerland	Suisse
Newfoundland and Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Austria	Autriche
EU	UE	Slovenia	Slovénie
Iceland	Islande	Hungary	Hongrie
Morocco	Maroc	Serbia	Serbie
Senegal	Sénégal	Finland	Finlande
Malaysia	Malaisie	Estonia	Estonie
Brunei	Brunei	Latvia	Lettonie
Indonesia	Indonésie	Lithuania	Lituanie
New Zealand	Nouvelle-Zélande	Poland	Pologne
Beijing	Pékin	Romania	Roumanie
China	Chine	Bulgaria	Bulgarie



Les puits des sols sur des propriétés privées au Canada





Intensité des émissions des exploitations agricoles et des ranchs

Émissions nettes de GES par entreprise sur une base annuelle

Émissions nettes de GES par kg vendu.

L'un est un plan d'action pour le climat. L'autre est un plan de commercialisation.

